

Benjamin I. Page
Northwestern University

Robert Y. Shapiro
Columbia University

LE PUBLIC RATIONNEL ET LA DÉMOCRATIE

**Extrait de *Reconsidering
the Democratic Public*,**

sous la direction de George E. Marcus et de Russel L. Hanson,
Pennsylvania State University Press, 1993, p. 35-64

Traduit de l'anglais par Laurence Monnoyer-Smith

Présentation

Le conflit du Viêt-nam marquera un tournant dans l'intérêt que va manifester la science politique américaine pour l'opinion publique. En réaction au courant minimaliste des années 1950 et 1970 dénonçant l'incohérence et la versatilité de l'opinion publique, les études menées dans le sillage de la guerre du Viêt-nam s'inscriront dans un courant de réhabilitation de l'opinion publique. Le *New*

*Look*¹ dans la recherche sur l'opinion publique, qui prend son essor dans les années 1980 aux États-Unis, tendra non seulement à réhabiliter les sondages comme instrument de mesure des attitudes du public de masse mais réfutera aussi le paradigme « minimalisme » dominant qui présentait l'opinion publique comme un acteur mineur en raison : 1) du caractère minimal de l'information du public et de son manque d'intérêt pour les affaires publiques (Walter Lippmann) ; 2) du très faible degré de stabilité et de cohérence de l'opinion publique sur ces questions (Gabriel Almond, Philip Converse).

Un des travaux les plus représentatifs de cette tendance est celui de Benjamin Page et Robert Shapiro² qui analyse les préférences de l'opinion américaine à travers cinquante années de sondages. S'opposant à la *mood theory* de Gabriel Almond³, les chercheurs démontreront l'existence d'une stabilité dans les opinions du public et la capacité du public de masse au discernement et à la différenciation. Ils dressent ainsi un tableau d'une opinion publique collective rationnelle en accord avec la théorie de la démocratie majoritaire.

Afin d'étayer leur thèse, Page et Shapiro s'appuient sur plusieurs milliers de questions de sondages couvrant la période des années 1930 aux années 1990, réalisés par des instituts réputés⁴. Sur ces questions répertoriées, près de 20 %, soit 1128 questions ont été posées de manière identique, par le même institut de sondage, au moins par deux fois. Se basant sur le critère d'un changement de plus de 6 % d'un résultat de sondage à un autre pour distinguer entre changement et continuité, ils révèlent une très forte stabilité du public au niveau collectif. Sur les 1128 questions posées, Benjamin Page et Robert Shapiro n'ont observé aucun changement d'opinion dans plus d'un cas sur deux (58 %), et près de la moitié des changements ont subi une variation inférieure à 10 %. Les changements statistiquement substantiels (de plus de 20 %) ont été rares.

Ces changements d'attitudes constatés ne relèveraient pas, à leurs yeux, du hasard, mais correspondraient à un changement de contexte, notamment à l'apparition d'informations nouvelles. Ils démontrent en effet que les variations dans les réponses du public ont lieu de manière rationnelle et non de manière erratique ou fluctuante. Après analyse de l'évolution de l'opinion sur de nombreuses questions de politique étrangère (l'internationalisme, la seconde guerre mondiale,

la guerre froide, la Corée, les Nations Unies, le Viêt-nam, la Chine...) par rapport au contexte dans lequel elles ont eu lieu, ils concluent en effet que quasiment tous les changements rapides dans l'opinion publique sont liés à des circonstances politiques et économiques ou à d'autres événements marquants que tout citoyen sensé prendrait en compte. En particulier, la plupart des changements en politique extérieure sont en connexion avec des guerres, des confrontations ou des crises pour lesquels des changements dans l'attitude des États-Unis ou d'autres nations ont naturellement un effet sur les préférences politiques.

Ils contribuent donc à démontrer que le public américain a de véritables préférences, qui sont bien plus que des « non-attitudes », et qui demeurent stables. Aussi concluent-ils que leur réponse à la question de la volatilité du public est « sans équivoque : la notion d'un public capricieux est un mythe »⁵. Notons que Benjamin Page et Robert Shapiro insistent aussi sur la corrélation entre l'attitude du public et l'information mise à sa disposition, et en cela ils se rapprochent de la vision de V. O. Key⁶. L'opinion publique reflète, selon eux, l'information et les choix politiques qui lui sont présentés. Si le public semble réagir de manière confuse vis-à-vis d'une question politique, c'est souvent le fait d'un manque d'information, d'où l'importance de connaître la qualité des informations disponibles et des interprétations qui en découlent.

Benjamin Page et Robert Shapiro contribuent donc à une véritable réhabilitation de l'opinion publique, soulignant qu'il n'y a pas de raison de craindre l'opinion publique, mais qu'au contraire il est possible et opportun de lui faire confiance en ce qu'elle représente « le principal moteur d'un gouvernement démocratique ».

*Natalie La Balme*⁷

Les différentes théories démocratiques insistent sur des aspects très hétérogènes du comportement de l'ensemble des citoyens⁸. Certaines d'entre elles soulignent la nécessité d'un soutien du public aux processus démocratiques et aux libertés politiques. D'autres exigent un niveau élevé de

participation aux affaires publiques (Pateman, 1970 ; Barber, 1984). D'autres enfin se satisfont d'une compétition pluraliste entre groupes d'intérêts qui représentent ou non l'ensemble de la société (Truman, [1950] 1971) ; ou encore d'un public qui ne juge que rétrospectivement les performances du gouvernement et ne demande des comptes aux responsables qu'à travers les élections (Schumpeter, [1942] 1975 ; Key, 1961 ; p. 263-87, p. 472-80 ; Fiorina, 1981).

Dans un grand pays hétérogène comme les États-Unis, où l'interaction de face à face et la participation de tous les citoyens est impossible et où les intérêts se confrontent parfois violemment (Mansbridge, 1980), nous pensons que la participation démocratique directe ne peut jouer qu'un rôle limité. Des instances représentatives sont nécessaires. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille renoncer à une conception vigoureuse de la démocratie, majoritaire, populaire dans laquelle les gouvernements répondent aux préférences politiques du public, pour se laisser aller à une conception minimaliste et *shumpeterienne* de la démocratie.

James Mill a, il y a longtemps, esquissé un modèle rationnel et utilitariste de démocratie majoritaire et représentative : la tâche du gouvernement est, dit-il, « d'augmenter au maximum les plaisirs, et de diminuer au maximum les souffrances que les hommes se font subir les uns aux autres ». Si l'on remet tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme ou d'un groupe, ceux-ci prendront au reste de la communauté les richesses et les objets auxquels elle est attachée et feront usage de la terreur pour imposer leur volonté. La communauté, ou une partie de cette communauté dont les intérêts convergent, doit donc choisir des représentants et contrôler périodiquement leur conduite ([1820] 1978, p. 56, p. 72-77). En bref, on ne peut faire confiance qu'aux citoyens eux-mêmes pour contrôler, en fonction de leurs propres intérêts, le gouvernement. Des politiciens-philosophes démocrates comme Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Abraham Lincoln, et Woodrow Wilson ont développé des théories de plus en plus complexes sur la question de savoir qui doit choisir les représentants et jusqu'à quel point ceux-ci doivent se conformer aux souhaits du public. La foi dans la démocratie majoritaire s'est ainsi profondément enracinée dans la conscience collective américaine. Les héritiers de James Mill, parmi les économistes utilitaristes contemporains, font valoir que les gouvernements devraient se conformer fidèlement aux préférences politiques des citoyens, aussi longtemps que cela est possible (Arrow, [1951] 1963) ; que la règle majoritaire est le seul moyen de répondre de façon décisive, anonyme (c'est-à-dire égalitaire) et neutre aux préférences individuelles (May, 1952) ; et que dans un système électoral compétitif et bi-partisan les hommes politiques doivent être amenés, en fonction de leur propre intérêt, à satisfaire la volonté de la majorité (Hotelling, 1929 ; Downs, 1957 ; Davis and Hinich, 1966 ; McKelvey and Ordeshook, 1986).

Une difficulté persiste cependant. La démocratie majoritaire semble être particulièrement exigeante envers les citoyens : ceux-ci doivent afficher des préférences politiques bien formées, mûrement réfléchies, qui reflètent exactement leurs valeurs et leurs intérêts et suffisamment fermes et raisonnées pour constituer la pierre de touche des processus de décision du gouvernement. Or il est courant de dénier au peuple la capacité d'articuler de telles préférences, de

dédaigner l'opinion publique, de la tenir pour ignorante, et de soutenir qu'une démocratie majoritaire n'est ni réalisable, ni désirable. Lorsque nous utilisons l'expression « public rationnel », certains pensent qu'il s'agit là d'une contradiction dans les termes et d'une ridicule incohérence. En réalité ne parlons-nous pas d'opinion « irrationnelle » ? L'opinion publique n'est-elle pas réputée mal informée, évanescence, versatile et déraisonnable ?

Nous sommes tout à fait sérieux en évoquant la rationalité du public. Nous maintenons que ces critiques sur le public ont soit mal compris ce qui est nécessaire au bon fonctionnement d'une démocratie majoritaire, soit mal interprété les indices à leur disposition semblant indiquer les défaillances de l'opinion publique. Notre propre démonstration, inédite, dresse un tableau d'une opinion publique collective et rationnelle venant étayer notre approche d'une théorie de la démocratie majoritaire.

Les critiques de l'opinion publique

La tradition de mépris et de peur de l'opinion publique est solidement ancrée dans l'histoire. Parmi les premiers auteurs à utiliser le concept — les philosophes français du XVIII^e siècle, et même Rousseau — nombreux sont ceux qui se réfèrent à l'« opinion publique » pour inciter les écrivains et hommes d'État à la méfiance, à la dépasser, ou à l'apprivoiser (Gunn, 1989). Les fondateurs du Gouvernement fédéral américain ont souvent évoqué les « erreurs », les « illusions » et les fluctuations de l'opinion. Ils ont ainsi conçu des institutions politiques capables de contenir la volonté de la majorité. James Madison, défendant les dispositions constitutionnelles du Sénat américain, déclara un jour qu'un tel arsenal juridique « choisi et stable » servirait « d'ancrage contre les fluctuations et les illusions du peuple » (Hamilton *et al.*, [1787-88] 1961, p. 384). Alexander Hamilton, plaidant pour un exécutif énergique et indépendant, insista lui pour que le principe républicain n'exige pas de complaisance déraisonnable à l'égard de « chaque flambée soudaine de passion » ou de chaque « élan passager » du public (Hamilton *et al.*, [1787-88] 1961, p. 432).

De la même façon, Alexis de Tocqueville ([1835, 1840] 1954) s'inquiétait de la « tyrannie de la majorité », qui, craignait-il, étoufferait les opinions minoritaires. Dans son important livre *Public Opinion*, Walter Lippman montre que la réalité objective diffère considérablement des « images mentales » qui égarent souvent les hommes dans leur appréhension du monde extérieur. Il évoque les « stéréotypes » qui guident la pensée de la plupart des gens en citant Robert Peel à propos de « ce vaste mélange de sottise, de faiblesse, de préjugés, de mauvais et de bons sentiments, d'obstination, et de paragraphes de journaux qu'on appelle l'opinion publique » (1922, p. 18, p. 127).

Et dans les premières années de la Guerre froide, Gabriel Almond ([1950] 1960) mit en avant une « théorie de l'humeur » (« *mood theory* ») de l'opinion publique. Il affirmait que « les

dispositions en matière de politique étrangère de la plupart des Américains manquent de structure intellectuelle et de contenu factuel. De tels états psychiques superficiels sont voués à l'instabilité ». Il soutint que seules les menaces immédiates rentrent dans le champ de l'attention et qu'à partir du moment où la pression est réduite, il y a « un rapide retrait, comparable au retour d'un élastique tendu » (p. 69, p. 76).

Il est évident que certains des observateurs cités ont écrit il y a longtemps et qu'ils n'avaient aucun moyen d'accès systématique à ce que pouvait être l'opinion publique. Madison ou Tocqueville ne disposaient d'aucune enquête ou sondage d'opinion. Ils devaient s'en remettre à leur propre jugement et à leurs propres impressions. Pourtant, lorsque la recherche par sondage se développa à partir des années 1930, soumettant des questions politiques à des échantillons représentatifs d'Américains, de nombreux résultats semblèrent confirmer ces représentations sceptiques de l'opinion publique. Jusqu'à aujourd'hui cette vision négative est encore largement partagée.

Paul Lazarsfeld et ses collègues sociologues de l'université de Columbia, par exemple, mirent en évidence dans leurs études des élections de 1940 et 1948 que peu de citoyens avaient accordé de leur attention à la politique, que la plupart d'entre eux s'étaient décidés longtemps avant l'élection et apparemment davantage sur des bases partisans qu'en fonction des enjeux, et que la plupart des gens n'avaient pas connaissance des positions défendues par les candidats (Lazarsfeld *et al.*, [1944] 1968 ; Berelson *et al.*, 1954).

Puis, dans les années 1950, Angus Campbell et d'autres chercheurs de l'université de Michigan montrèrent que la plupart des Américains connaissaient bien peu de choses sur les positions des partis politiques ou sur ce que leur gouvernement faisait dans tel ou tel domaine ; que la plupart votaient plus sur la base d'allégeances partisans à long terme ou en fonction de caractéristiques personnelles des candidats, sans tellement prêter attention aux enjeux eux-mêmes. (Campbell *et al.*, 1960).

Depuis cette époque, les enquêtes ont confirmé de façon récurrente que beaucoup ou même la plupart des Américains disposent de très peu d'informations politiques. Beaucoup de gens ne savent pas le nom de leur représentant au Congrès, quel parti contrôle le Congrès, où sont situés les pays étrangers, et ne connaissent pas le sens de termes et de concepts politiques divers (voir, par exemple, Erikson *et al.*, 1988). Le fait que le niveau de connaissance des Américains soit faible est attesté et ne donne pas matière à controverses. Nous ne le contestons d'ailleurs absolument pas.

Ce qui contribue sans doute à la propagation de cette image peu flatteuse de l'opinion publique est l'instabilité des opinions déclarées des individus sur les politiques du gouvernement. Philip Converse (1964), de l'université du Michigan, a ainsi montré que lorsque l'on posait à des citoyens ordinaires les mêmes questions à propos de leurs préférences politiques, ils tendaient à donner, selon les moments, des réponses différentes. Et les changements des réponses ne semblaient pas correspondre à une quelconque logique rationnelle ; ils paraissaient absolument aléatoires. Converse (1970) a forgé le terme de « non-attitudes » (« *nonattitudes* ») pour désigner ce

type de réponse. Il soutient que la majorité des gens n'ont aucune opinion véritable sur ce que le gouvernement devrait faire dans différents domaines politiques. Quand les enquêteurs se présentent au pas de la porte, ils donnent simplement des opinions rapides (*doorstep opinions*) ou des réponses sans signification.

Par la suite, plusieurs chercheurs (par exemple, Achen, 1975) ont défendu l'idée que l'instabilité des réponses individuelles des citoyens aux enquêtes pouvait résulter, en partie, d'erreurs de mesure : certaines questions apparaissent ainsi ambiguës ou obligent les gens à choisir des réponses qui ne leur conviennent pas. L'enregistrement et la conservation des données peuvent faire également l'objet d'erreur. Mais en comparaison avec ce qui vient d'être dit, cette thèse, encore controversée, semble ne fournir qu'une modeste consolation. Elle laisse entendre par ailleurs que même si les gens avaient de véritables opinions, nous pourrions n'en avoir jamais connaissance, tant la méthodologie d'étude par sondage semble imparfaite sans que nous disposions d'autre moyen alternatif d'enquête. Ainsi l'idée d'une instabilité permanente des réponses aux questions d'enquête sur les préférences politiques du public a continué à s'enraciner davantage.

Une théorie de la rationalité collective

En dépit de cela, et en dépit du scepticisme à l'égard de l'opinion publique qui remonte à Lippmann, Tocqueville et aux Pères Fondateurs, nous désirons présenter une série de propositions sur l'opinion publique aux États-Unis qui développe une approche tout à fait différente. Ces propositions s'accordent avec la thèse générale selon laquelle l'opinion publique collective est réelle, mesurable et rationnelle — ce qui ne veut pas dire exacte ou correctement calculée, mais raisonnable et compréhensible — étant donné les informations dont dispose le public⁹.

Nous présenterons ici quelques preuves et illustrations à l'appui de nos propositions. De plus amples développements étant fournis ailleurs (Page et Shapiro, 1992).

Nos propositions sont les suivantes :

1) L'opinion publique collective existe. Le public américain en tant qu'entité collective a de véritables préférences concernant la plupart des problèmes politiques du moment, et pas seulement des opinions aléatoires et sans signification.

2) L'opinion publique peut être mesurée par les enquêtes d'opinion. Il est possible d'apprendre de façon relativement précise ce que sont ces préférences politiques collectives, grâce à des entretiens avec des citoyens appartenant à un échantillon représentatif.

3) L'opinion collective forme des ensembles cohérents qui discernent les politiques alternatives suivant une orientation raisonnable qui reflète les valeurs et croyances américaines.

4) L'opinion publique collective est généralement assez stable. Elle change peu, et ne connaît que très rarement des revirements.

5) Quand l'opinion publique change, elle le fait de façon cohérente et compréhensible. Les changements ne sont ni capricieux, ni erratiques, ni inexplicables mais suivent des principes et des schémas clairs.

6) De plus, l'opinion publique change presque toujours de façon raisonnable et sensée. C'est-à-dire qu'elle change en réaction à des événements objectifs, à des évolutions dans la réalité qui affectent les coûts et bénéfices des politiques alternatives, et en réponse à de nouvelles informations véhiculées par les *mass-media*. Le public réagit de façon sensée aux informations qui sont mises à sa disposition.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que l'on ne doit pas craindre l'opinion publique, et qu'au contraire, on devrait lui faire confiance puisqu'elle représente le principal moteur d'un gouvernement démocratique. Le public américain est à la hauteur de la tâche que la théorie de la démocratie majoritaire lui assigne.

Comment est-ce possible ? Comment ces propositions peuvent-elles être vraies eu égard au faible niveau de connaissance que nous soulignons plus haut et aux réponses fluctuantes données aux enquêteurs par les citoyens ? La réponse suppose une distinction entre les opinions des individus et l'opinion publique *collective*. Beaucoup d'observateurs ont soutenu de façon erronée que l'opinion publique collective et les réponses aux enquêtes collectives ont les mêmes caractéristiques que les opinions et les réponses de chaque individu qui compose le public. Mais les opinions individuelles et collectives sont en fait assez différentes, pour deux raisons. La première renvoie à l'*agrégation statistique* des opinions des individus, la deuxième à ce que l'on peut appeler la *formation sociale des préférences* à travers une *délibération collective* qui implique la division du travail et des systèmes de communication élaborés¹⁰.

L'agrégation statistique repose sur la réalité, la mesurabilité et la stabilité de l'opinion publique collective. Même si les réponses des individus aux sondages d'opinion sont partiellement aléatoires, pleines d'erreurs de mesures, et instables, quand elles sont agrégées en une réponse collective — par exemple le pourcentage des gens qui disent qu'ils préfèrent telle ou telle politique particulière — la réponse collective peut être assez sensée et stable. Il ne s'agit là que d'un exemple de la loi des grands nombres. Dans de bonnes conditions, les erreurs de mesure individuelle seront indépendamment aléatoires et tendront à s'annuler les unes les autres. Les erreurs dans une direction tendront à annuler les erreurs dans la direction opposée. L'on aura alors une mesure précise de l'opinion publique collective (ces propriétés collectives vaudraient par exemple, pour le type d'erreurs de mesure des préférences des individus postulées par Achen [1975]).

Le même raisonnement s'applique non seulement aux erreurs de mesure mais aux fluctuations réelles des opinions des individus, pour autant que ces fluctuations sont indépendantes les unes des autres. Même si beaucoup d'individus changent d'opinion selon des mouvements « aller

et retour » désordonnés, tant qu'ils ont chacun une inclination sous-jacente à leur opinion, ces changements temporaires peuvent s'annuler les uns les autres, et produire une opinion publique collective tout à fait stable.

Ce contraste entre opinion individuelle et collective n'a rien de magique. Il découle de simples principes statistiques.

Plus profondément, la formation sociale des préférences à travers la délibération collective explique cette distinction à effectuer entre opinion individuelle et opinion publique. Du fait de ce processus, même mal informée individuellement des subtilités de la politique, l'opinion publique peut agir en tant que collectif de façon tout à fait informée, raisonnable, sensée — d'une façon que nous appelons « rationnelle ». Dans un monde changeant et incertain, les préférences des individus ne sont pas fixes mais se développent et changent en réponse à de nouvelles informations et de nouvelles interprétations. Or, des individus atomisés ne produisent pas seuls dans leur coin de l'information et de l'interprétation, celles-ci sont souvent produites et diffusées par l'intermédiaire d'une structure sociale complexe qui met en jeu une division spécialisée du travail et de larges réseaux de communication. Les experts, les chercheurs et les responsables publics produisent du savoir à propos du monde politique. Ils font des découvertes, analysent et interprètent de nouveaux événements. Ces analystes diffusent leurs idées et leurs interprétations auprès des commentateurs et de leaders d'opinion, qui à leur tour communiquent avec le grand public directement à travers les journaux, les magazines, et la télévision, et indirectement à travers les réseaux sociaux familiaux, d'amis et de collègues de travail. Les membres du public pensent et parlent entre eux et souvent s'adressent en retour aux élites, mettant en question, critiquant et sélectionnant les idées utiles. La plupart des citoyens n'acquièrent pas de connaissances très détaillées de la politique, mais prêtent attention et réfléchissent sur ce que les media et amis leur rapportent, de ce que les commentateurs, les responsables et les experts réputés disent au sujet du gouvernement. Et ils tendent à former et à modifier leurs préférences politiques en conséquence.

Ainsi, de nouvelles informations et de nouvelles idées peuvent affecter l'opinion publique collective même si la plupart des citoyens n'en ont pas de connaissance approfondie. Même lorsque la plupart des individus sont mal informés, l'opinion publique collective peut réagir pleinement et de façon sensée aux événements, aux idées ou aux découvertes (ce que ce système de délibération collective ne peut pas garantir, cependant, c'est que l'information transmise au public soit toujours fidèle, utile et non tendancieuse — nous reviendrons sur ce point dans notre analyse de la manipulation de l'opinion)¹¹.

Données et méthode

Ainsi, certaines raisons d'ordre théorique permettent de supposer que l'opinion publique collective est rationnelle, en dépit des témoignages décourageants concernant les attitudes et les comportements individuels. Passons à quelques preuves empiriques plus concrètes.

Nous sommes engagés depuis plus de dix ans dans une étude des préférences politiques collectives des Américains. Au cours de ce travail, nous avons rassemblé un large ensemble de données provenant de plusieurs centaines de sondages d'opinion conduits sur une période de plus de cinquante ans, commençant avec les premiers sondages Gallup des années 1930 et se prolongeant jusqu'en 1991. Nous avons essayé de trouver toutes les enquêtes nationales disponibles posant des questions au sujet des préférences politiques : sondages Gallup, Harris, Roper et autres ; études d'instituts universitaires tel que le Centre d'études politiques (*Center for Political Studies*) de l'université de Michigan et le NORC de l'université de Chicago ; des enquêtes menées par les chaînes de télévision et les journaux et enfin des études menées par le secteur privé et les consultants en politique. Nous avons réuni un total de plus de dix mille questions sur les préférences politiques posées à des échantillons représentatifs de la population nationale.

Afin d'étudier la stabilité et les changements de l'opinion, nous avons recherché les questions posées plus d'une fois, avec des formulations identiques, de manière à voir si les réponses collectives avaient évolué. Parmi les dix mille questions, nous en avons trouvé plus d'un millier (1128, précisément) qui ont été posées une fois ou plus en termes identiques. Ces 1128 questions sont très diverses. Elles couvrent un large éventail de politiques publiques, intérieures pour un peu plus de la moitié, extérieures pour un peu moins. Elles concernent les dépenses publiques, la fiscalité, la justice, les lois et les règlements, les décisions de justice, et les actes des responsables politiques. Elles couvrent les domaines exécutif, législatif et judiciaire, et interrogent tous les niveaux de gouvernement — la plupart du temps au niveau national mais également au niveau des États fédéraux.

Pour chacune des 1128 questions, nous avons noté la « fréquence marginale » des réponses — c'est-à-dire le pourcentage des gens disant qu'ils approuvaient ou désapprouvaient telle ou telle politique particulière, à chaque fois que la question était posée. Nous avons aussi calculé, d'une enquête à l'autre, le pourcentage de changements d'opinion, lorsqu'il y en avait. Nous avons vérifié à chaque fois que le nombre de changements était statistiquement significatif du fait du risque d'erreurs d'échantillonnage potentiel dans les enquêtes. Nous avons aussi calculé le taux (pourcentage par an) de changements d'opinion. Nous avons placé les changements significatifs en deux catégories : changement abrupt (taux de plus de 10 % par an) ou graduel. Pour les questions répétées de façon suffisamment fréquente, nous avons examiné si l'opinion avait fluctué, c'est-à-dire si elle avait oscillé en proportion significative d'une position à la position opposée : deux changements ou plus en deux ans, ou trois changements ou plus en quatre ans.

Nous avons ensuite étudié le contexte historique de chacun de ces changements d'opinion significatifs pour voir ce qui se passait aux États-Unis et dans le monde au moment où l'opinion

publique collective a changé. Et pour un ensemble particulier de 80 questions de sondages qui furent réitérées à de très courts intervalles, nous avons étudié l'impact des *mass-media* sur l'opinion publique, en examinant le genre de reportage qui apparaissait dans les journaux des chaînes télévisées entre les sondages et en les utilisant pour rendre compte de l'amplitude et du sens des changements de l'opinion publique.

Résultats

Voici quelques-uns de nos résultats les plus marquants et les plus significatifs.

Tout d'abord, nous avons mis en évidence une remarquable stabilité de l'opinion publique collective. Par exemple, sur notre total de 1128 questions d'enquête réitérées, plus de la moitié — 58 % — n'a donné lieu à aucun changement d'opinion significatif. C'est-à-dire que sur plus de la moitié des questions posées, il n'y a pas eu de changement observé correspondant à 6 points de pourcentage ou plus, seuil minimal à partir duquel on considère qu'il y a réel changement. Les opinions concernant les politiques intérieures se sont révélées plus stables que celles concernant la politique étrangère, avec 63 % (contre 51 %) ne montrant aucun changement. Mais même dans le domaine de la politique étrangère, pour lequel la « théorie de l'humeur » a été inventée, la moitié de nos questions répétées n'a révélé aucun changement significatif. Ceci est vrai en dépit du fait que beaucoup de ces questions ont été réitérées plusieurs mois ou années à la suite et que nombre d'entre elles l'ont été maintes fois, c'est dire qu'elles offraient aux citoyens des occasions fréquentes de changement. En dépit de cela, donc, sur la plupart des problèmes, l'opinion publique est restée à peu près la même. Ces résultats sont résumés dans le tableau 1.1.

TABLEAU 1.1
Évolutions significatives concernant les réponses aux questions
en politique étrangère et intérieure

	Pas de changements significatifs		Changements significatifs		Total Questions	
	%	N	%	N	%	N
Politique étrangère et de défense	51	215	49	210	38	425
Politique intérieure	63	440	37	263	62	703
Total	58	655	42	473	100	1128

Note : Gamma = Yule's Q = $-.24$; $p < .05$.

TABLEAU 1.2
Échelles des changements significatifs en matière de préférences politiques

	6-7 %		8-9 %		10-14 %		15-19 %		20-29 %		30 %+		Total	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
	Politique étrangère et de défense	21	54	22	55	28	71	15	38	12	30	3	7	46
Politique intérieure	24	71	21	62	30	91	14	41	8	23	4	13	54	301
Total	22	125	21	117	29	162	14	79	10	53	4	20	100	556

Note : Gamma = -.05 (n.s.).

Ensuite, comme l'indique le tableau 1.2, quand l'opinion publique a évolué, les changements n'ont généralement pas été très importants. Les 473 questions de sondage avec un ou plusieurs changements significatifs d'opinion ont révélé un total de 556 occurrences de changement. Près de la moitié de ces 556 changements, 44 %, ont été d'une magnitude inférieure à 10 %. La plupart des questions d'enquête a donné lieu à des changements de seulement 6 ou 7 %, changements statistiquement significatifs mais pas très substantiels. Les très grands changements d'opinion, de plus de 20 %, ont été assez rares. Il n'ont constitué que 14 % de nos 556 exemples de changements significatifs. Pour le dire autrement, sur un total de 1128 questions de sondage répétées, nous n'avons trouvé que 73 cas où l'opinion a changé de plus de 20 % ou plus. Et il n'y a eu que 20 cas où l'opinion a changé de plus de 30 %. Certains de ces cas sont intéressants et importants, et nous en montrons quelques représentations graphiques ci-dessous, mais ils sont peu courants. Il n'y a pas eu de différence significative entre les politiques étrangères et intérieures dans la magnitude des changements (voir le tableau 1.2 et Shapiro et Page, 1988).

De plus, nous sommes parvenus à la conclusion que l'opinion publique fluctue très rarement. En nous penchant sur les 173 questions d'enquêtes qui ont été répétées suffisamment souvent pour révéler des fluctuations d'opinions, nous n'avons trouvé de véritables fluctuations, c'est-à-dire de mouvements d'opinions allant dans un sens puis dans l'autre, que dans 18 % des cas (21 % des questions de politiques étrangères et 14 % de politique intérieure). Et quand nous avons examiné de plus près ces cas, nous nous sommes aperçu que la plupart d'entre eux comportent ce que nous appelons des « changements de référents » : la signification de la question d'enquête, davantage que les opinions du public, s'est déplacée d'une enquête à l'autre. Il s'agit des questions

qui demandent si l'on dépense « trop » d'argent sur l'aide extérieure ou si l'on fait « trop » de sacrifices pour la défense. Elles renvoient aux politiques menées au moment où la question est posée : si ces politiques changent (par exemple si le gouvernement dépense bien plus ou bien moins qu'au moment précédent où la question a été posée), les réactions des gens peuvent naturellement changer, même si leurs préférences politiques restent constantes. Ainsi notre somme de 18 %, aussi modeste soit-elle, excède probablement la magnitude de fluctuation des préférences politiques collectives.

Il nous semble que ces résultats établissent clairement que les préférences politiques collectives aux États-Unis ne sont pas changeantes, fluctuantes ou capricieuses. Elles sont, pour la plupart, très stables. La plupart des changements sont graduels. Cette conclusion est également étayée par les analyses de régression qui révèlent que le niveau d'opinion publique au moment 1 est un indicateur fortement prédictif du niveau de l'opinion sur ce problème au moment 2 (dans un modèle multivarié utilisant une section d'observation transversale d'enquêtes jumelles, le coefficient estimé est remarquablement élevé : 0.97).

Nos résultats peuvent sembler entrer en contradiction avec l'idée que l'opinion publique est fluctuante, idée que véhicule parfois le discours des journaux et de la télévision sur les résultats de sondages, mais qui nous paraît erronée : 1) Les préférences en matière de politique publique des citoyens sont bien moins volatiles que ses attitudes à l'égard des candidats politiques et des présidents, qui font l'objet d'une large publicité ; 2) Bien des constats de « changements » des préférences politiques collectives se fondent, à tort, sur des réponses à des questions différemment formulées. On ne devrait pas être surpris sur le fait que des questions différentes entraînent des réponses différentes ; 3) La magnitude des véritables changements d'opinion est souvent exagérée par des graphiques à très petite échelle qui donnent à des petits glissements de 5 ou 6 % une importance graphique qui ne correspond pas à la réalité ; 4) Les cas de changement retiennent plus l'attention que les cas de stabilité parce que le changement étant plus intéressant, journalistes et sondeurs sont plus enclins à le commenter. Ceci est même vrai des données que nous avons analysées, dans la mesure où les sondeurs sont plus enclins à répéter des questions quand ils en attendent du changement. Ceci est aussi valable pour les graphiques que nous présenterons ici : nous ne voulons pas ennuyer le lecteur avec trop de tableaux de lignes plates.

L'existence d'une stabilité de l'opinion collective est manifeste. Mais ceci, ne nous permet pas de conclure à la rationalité de l'opinion publique collective. D'abord, dans un monde en évolution, il se peut que la stabilité de l'opinion ne soit pas vraiment sensée. Certains critiques comme Tocqueville ou Lippmann soutiennent que l'opinion publique est en fait trop stable et ne réagit pas suffisamment aux changements de circonstances. Ensuite, l'existence d'une stabilité collective des réponses aux enquêtes ne prouve pas que l'opinion publique est réelle ou significative, parce que des réponses totalement aléatoires pourraient elles aussi produire une stabilité collective. Si tous les citoyens jouaient mentalement à pile ou face et répondaient aux enquêtes au hasard, avec la même probabilité, à chaque fois qu'on leur posait une question, alors la même proportion de

citoyens répondrait de la même manière à chaque fois. Nous observerions une grande stabilité des réponses collectives sans que n'existe aucune véritable opinion publique.

Heureusement, cette idée de stabilité aléatoire ne correspond pas avec ce que nous avons observé de l'opinion publique. Il est tout simplement inexact de dire que lorsque l'opinion publique est placée devant un choix entre deux alternatives, la moitié des gens se prononce pour l'une et l'autre moitié pour l'autre, ou que l'opinion publique est partagée de façon égale sur des politiques à multiples options : cela n'est pas le cas. La distribution des réponses varie largement. Certains choix politiques sont rejetés de façon écrasante, tandis que d'autres sont approuvés presque à l'unanimité. Il ne s'agit pas seulement d'un artefact lié à la forme de la question ou à la composition des réponses proposées ; cela se produit souvent pour des questions formellement identiques quand le contenu substantiel subit des transformations. De plus, les réponses collectives à des questions différentes forment des ensembles cohérents qui font le tri de façon sensée entre les politiques.

Par ailleurs, nous avons découvert que les changements de l'opinion publique suivent des orientations prévisibles, normales et sensées. Lorsque nous avons examiné les 556 exemples de changement d'opinion significatif dans nos données en cherchant à savoir ce qui se passait dans le monde politique à l'occasion de chacun de ces changements, nous nous sommes rendu compte que leur immense majorité, et particulièrement lorsqu'ils sont très marqués, ces changements constituaient des réponses à des évolutions de conjoncture et à de nouveaux événements. Les guerres et les crises internationales sont particulièrement importantes à cet égard. La Seconde Guerre mondiale, par exemple, ainsi que les événements qui y ont conduit, se sont traduits par des évolutions substantielles dans l'opinion publique sur la préparation de la guerre, les dépenses en matière de défense, les alliances, l'aide étrangère, le contrôle des prix, les impôts, les conditions souhaitables de la paix, les organisations internationales, etc. Les guerres de Corée et du Viêt-nam ont eu des effets semblables.

Pour ce qui concerne les questions de politique intérieure, des changements dans la conjoncture économique affectent souvent l'opinion publique. Les récessions, par exemple, conduisent généralement à une érosion du soutien donné aux dépenses publiques discrétionnaires, et poussent les citoyens à soutenir une politique de réduction d'impôt. Les tendances économiques et sociales progressives affectent également l'opinion publique. La croissance économique a conduit à désirer des semaines de travail plus courtes et des salaires minimums plus élevés, ainsi qu'à vouloir de plus en plus consacrer de l'argent à la sécurité des lieux de travail, à la protection de l'environnement naturel, et à d'autres choses considérées auparavant comme superfétatoires. L'urbanisation et la montée du taux de criminalité ont fait progresser la demande pour une justice plus sévère avec des peines moins indulgentes. L'amélioration du niveau d'éducation a contribué à accroître la tolérance et le soutien aux libertés civiles. La migration des Noirs vers le Nord ainsi que leurs succès économiques et culturels (à travers les mouvements pour les droits civiques) ont contribué à une grande évolution de l'opinion en faveur des droits civiques.

Chacun de ces événements et de ces changements historiques met en jeu une histoire complexe qui trouverait davantage sa place dans un livre que dans un bref chapitre (voir Page et Shapiro, 1992). Mais l'essentiel à retenir est que pratiquement tous les changements significatifs d'opinion que nous avons découverts sont compréhensibles si on les rapporte aux mutations de la société, ou aux évolutions des idées et des informations qui affectent le jugement que se font les citoyens du coût et des bénéfices des politiques. Les changements d'opinion ne sont ni capricieux, ni aléatoires : presque tous suivent de façon sensée des transformations de la réalité politique, tels qu'elles sont rapportées au public.

De manière à définir plus précisément les mécanismes du changement de l'opinion et à étudier le rôle joué par les journaux télévisés, nous avons utilisé quatre-vingt questions portant sur les préférences politiques, répétées à de courts intervalles. Nous avons découvert qu'il était remarquablement facile de rendre compte des changements à court terme du soutien collectif à telle ou telle politique donnée en reliant ces changements au traitement télévisé de la politique en question entre deux enquêtes d'opinion. En particulier, nous avons découvert que les traitements impliquant des commentateurs, des experts et des présidents populaires avaient un impact important sur l'opinion publique collective. Quand l'on rapportait que les commentateurs et les experts avaient dit quoi que ce soit en faveur de telle ou telle politique particulière, l'opinion publique bougeait dans la direction la plus favorable à cette politique (Page *et al.*, 1987 ; des résultats semblables établis à partir de données journalistiques sont exhibés dans Page et Shapiro, 1984).

Ceci aide à expliquer le mécanisme par lequel l'opinion publique change en réaction à des événements et à des évolutions historiques. Cela aide aussi à montrer comment l'opinion publique est capable de réagir à de nouvelles informations même lorsque la plupart des citoyens n'en connaissent pas les détails. Les experts, les commentateurs et les dirigeants politiques traitent l'information et expriment leurs conclusions politiques au public, qui pense, parle et réagit. Nous considérons qu'il est au fond assez sensé de la part des citoyens de faire varier leurs préférences politiques en fonction des conceptions des leaders d'opinion à qui ils font confiance, particulièrement lorsque cette confiance repose sur la propre expérience des citoyens et leur jugement.

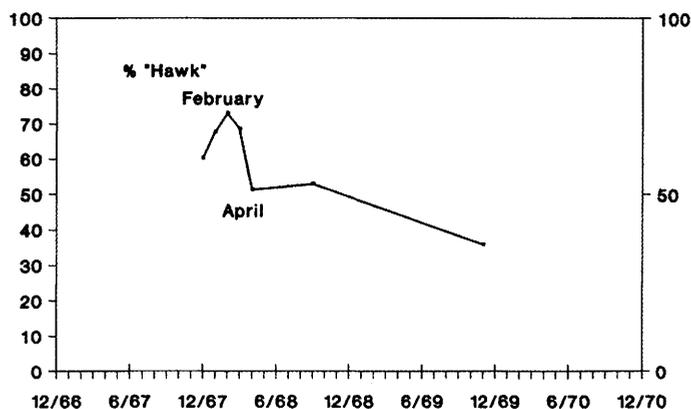
À partir de notre recherche historique et de nos études sur l'impact des médias nous avons conclu que l'opinion publique change — quand elle change — presque toujours de façon prévisible, raisonnable ou sensée, étant donné les informations qui lui sont fournies. Bien sûr, ces informations ne sont pas toujours exactes ou objectives ; elles peuvent parfois être erronées voire carrément trompeuses, et il est important de connaître la qualité des informations et des interprétations qui affectent l'opinion publique. Mais muni des informations et idées disponibles, le public en tant que collectivité réagit généralement de façon sensée.

Quelques tendances de l'opinion publique collective

Quelques illustrations concrètes, recourant à des graphiques, peuvent mettre en lumière certaines orientations de l'opinion publique collective. Nous devons indiquer que dans ces graphiques les réponses « ne sais pas » et « sans opinion » sont exclues, afin de pouvoir dire dans la plupart des cas quelle proportion du public a exprimé l'opinion inverse sur un problème en soustrayant simplement à 100 les pourcentages affichés¹². Les lignes correspondant aux orientations sont reconstituées sur une échelle complète qui va de 0 à 100 % de variation possible de l'opinion collective, de façon à ne pas exagérer l'amplitude du changement.

Le premier exemple montre un changement abrupt d'opinion en politique étrangère : il s'agit de la propension des gens à se qualifier de « faucons » ou de « colombes », avant et après l'offensive du Têt en 1968 au Viêt-nam. Comme l'indique le graphique 1.1, en décembre 1967 Gallup a montré que près de 60 % des personnes exprimant une opinion se disaient « faucons », c'est-à-dire voulaient augmenter l'effort militaire américain au Viêt-nam. Quand eut lieu l'offensive du Têt en janvier et février 1968, avec les insurrections dans le Sud-Viêt-nam du Front National de Libération (Vietcong), et l'attaque contre l'Ambassade américaine à Saïgon, la réaction initiale fut belliciste. Jusqu'à la fin février, 73 % des opinions exprimées se disaient « faucons ». Mais un chœur de critiques et de désillusions s'amplifia, venant d'hommes politiques pacifistes comme Eugène MacCarthy et Robert Kennedy, de commentateurs comme Walter Cronkhite et même du Wall Street Journal, qui défendit l'idée que la guerre n'était probablement pas gagnable et ne valait en tout cas pas le coût investi. En mars, le président Johnson rejeta la demande militaire de troupes supplémentaires et annonça une trêve partielle des bombardements. La proportion de faucons tomba à 51 % début avril, soit une chute exceptionnelle de 22 % en deux mois.

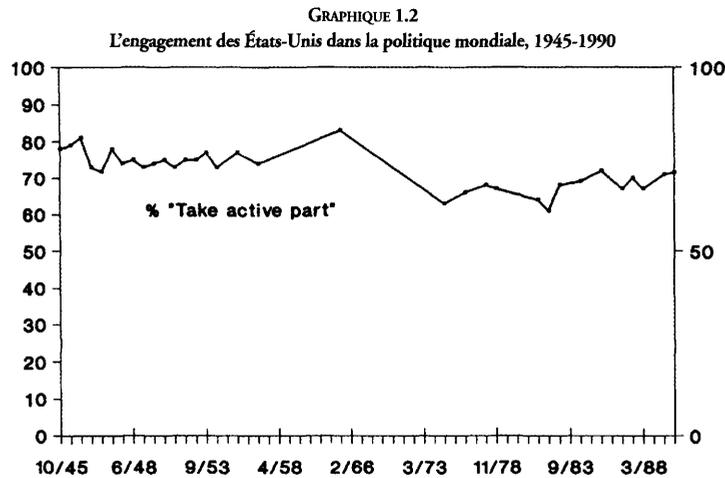
GRAPHIQUE 1.1
Un cas de forte variation de l'opinion : la guerre du Viêt-nam



L'ampleur de ce changement soudain est assez inhabituelle. Elle résulte d'un événement exceptionnellement spectaculaire et d'une inversion brusque des signaux par un grand nombre d'experts différents, de commentateurs et de politiciens des deux tendances. Mais le cas du Têt est typique en ce sens que beaucoup de changements d'opinion en politique étrangère sont abrupts (58 % d'entre eux, contre 27 % en politique intérieure). La plupart de ces changements font sens si on les rapporte aux informations que le public reçoit *via* les médias.

Le graphique suivant illustre la réaction publique à la question importante en politique étrangère, de l'interventionnisme ou de l'isolationnisme américain. En d'autres termes la question de savoir s'il est mieux pour les États-Unis de « prendre une part active » ou de « rester à l'écart » des affaires mondiales. L'illustration 1.2 montre à des moments différents entre 1945 à 1990, le pourcentage d'Américains disant que les États-Unis devraient « prendre une part active » aux affaires mondiales en réponse à une série d'enquêtes menées par Gallup et NORC posant des questions identiques.

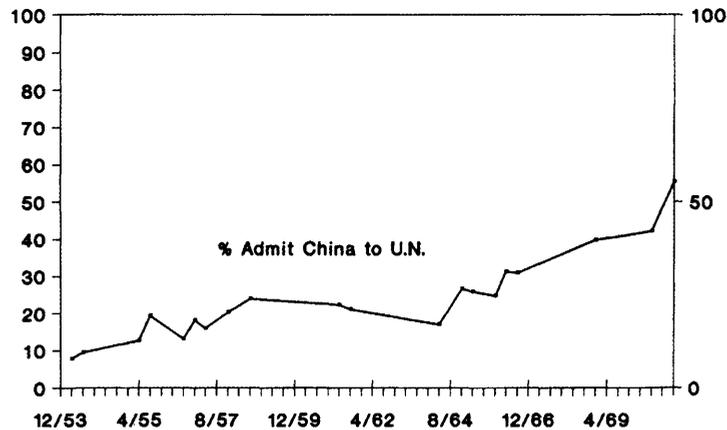
Cet exemple est singulier car les questions y sont répétées de nombreuses fois, mais il reste assez exemplaire pour son mélange de stabilité et de changement. Comme le montre bien la graphique 1.2, on constate une chute de l'activisme en politique étrangère entre la fin 1946 et le début 1947 (une chute de 81 à 72 % pour les pro-activistes) : la Seconde Guerre mondiale s'étant terminée, les gens souhaitaient revenir à leurs problèmes intérieurs. Mais avec la Doctrine Truman et le début des conflits avec l'Union soviétique, les réponses prônant une « part active » remontent à presque 75 % et restent stables durant près d'une décennie, en dépit de la tourmente de la Guerre froide et de la guerre de Corée. (C'est au même moment que Almond [(1950) 1960] parlait des « humeurs » des opinions en politique étrangère. Voir Caspary, 1970.)



En raison de données incomplètes, nous ne pouvons être sûrs exactement de ce qui est arrivé aux attitudes du public pendant une grande partie des années 1960, mais il y a eu clairement une montée des réponses « activistes » jusqu'au niveau inégalée de 83 % en 1965, en réaction, on peut le penser, à l'activisme en politique étrangère de Kennedy et à son soutien initial à la guerre du Viêt-nam. Ce pourcentage est tombé à 66 % après l'échec de la guerre pour finalement remonter un peu et tourner autour de 70 % pendant les années Reagan et Bush — pourcentage peu différent de celui des années 1950. Ainsi voyons-nous ici à la fois une stabilité générale et des changements en réaction aux événements.

La progression de l'opinion favorable à l'admission de la Chine aux Nations Unies constitue un exemple d'orientation assez progressive à long terme de l'opinion en matière de politique étrangère. Le graphique 1.3 montre cette orientation. En Juillet 1954, peu après que les soldats américains aient battu les soldats chinois en Corée, seulement 8 % des individus exprimant une opinion affirment que la Chine communiste « devrait » être admise comme membre des Nations Unies. Pendant les deux décennies suivantes cette proportion monte assez graduellement jusqu'à atteindre 55 % en mai 1971, au début de la très médiatique politique d'ouverture à la Chine par Nixon et Kissinger. De fait, en 1971 une nette majorité d'Américains exprimant une opinion se prononce pour une admission de la Chine aux Nations Unies.

GRAPHIQUE 1.3
L'admission de la Chine aux Nations Unies, 1953-1971



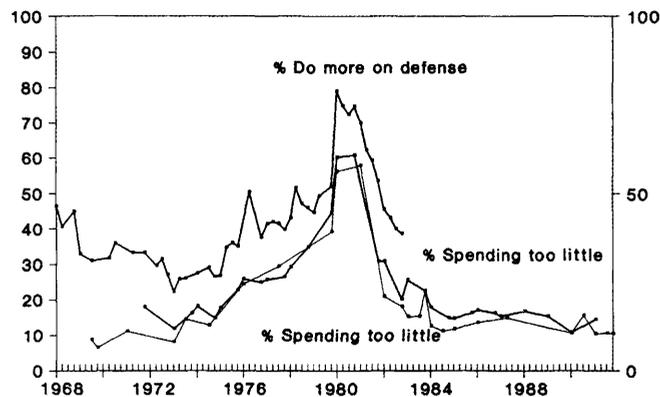
On constate toutefois des revirements lors d'évènements comme la crise de Quemoy-Matsu et la Révolution culturelle où certains deviennent alors sceptiques sur l'opportunité d'une entente avec la Chine. À l'inverse, les premiers essais nucléaires chinois conduisent apparemment davantage d'Américains à penser que la Chine devrait être mieux prise en compte dans les affaires

mondiales. Mais le plus frappant reste cette tendance lourde dont la plus grande partie s'est faite bien avant les gestes conciliants de Nixon et malgré la publicité négative considérable faite par le Comité d'Un Million et d'autres groupes anti-communistes.

On peut prendre comme dernier exemple en politique étrangère et en défense la courbe des réponses collectives données entre 1971 et 1991 aux questions de Gallup, Trendex, Roper, et Norc concernant le niveau des dépenses de Défense. On a demandé aux gens s'ils pensaient que le gouvernement dépensait « trop » d'argent, « trop peu », ou « à peu près la bonne somme » sur la défense. Le graphique 1.4 montre le pourcentage des gens ayant répondu « trop peu », c'est-à-dire voulant que le gouvernement dépense plus.

Comme le montrent les courbes Roper et NORC dans le graphique 1.4, au début des années 1970, à la fin de la guerre du Viêt-nam, seulement 15 ou 20 % des interrogés disent que l'on dépense « trop peu » en matière de défense ; beaucoup répondant « trop ». Mais à partir du milieu et surtout à la fin des années 1970, la publicité faite à l'accroissement des armements et à l'activisme soviétique en Afrique et ailleurs conduit à une montée soudaine : en décembre 1976, à 25 % des « trop peu ». En décembre 1978, ce chiffre atteint 35 %, et en décembre 1979, 45 %, et ceci avant même que l'impact de la crise des otages en Iran et que l'intervention soviétique en Afghanistan ne se soient fait sentir. Puis en 1980, alors que ces événements suivent leur cours, Ronald Reagan fait campagne sur la faiblesse des États-Unis et évoque une « fenêtre de vulnérabilité » dans sa campagne présidentielle ; les réponses « trop peu » atteignent alors un sommet de 61 %. Dès que Reagan prend ses fonctions, cependant, ce chiffre tombe de façon abrupte, pour finalement s'établir dans une fourchette de 15 à 20 %, comme au début des années 1970. (La guerre du Golfe ne produisit quant à elle qu'un accroissement minime et temporaire des réponses « trop peu ».) Les courbes Gallup et Trendex montrent des tendances très similaires.

GRAPHIQUE 1.4
Appréhension du niveau des dépenses pour la Défense nationale, 1968-1991, par la population

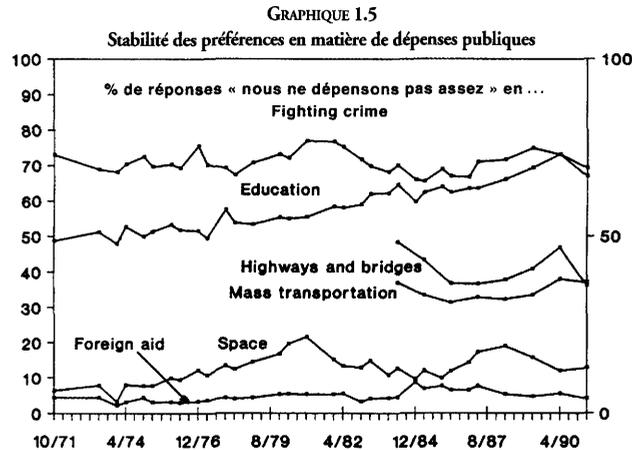


Il faut faire attention lors de l'interprétation de ces tendances aux questions qui comportent ce que l'on a appelé des glissements de référents ; elles renvoient implicitement au niveau de dépense contemporain, si bien que ceux qui en 1982 ne disaient plus que l'on dépensait « trop peu » en défense réagissaient au nouveau, plus important niveau de dépenses. Le véritable niveau de dépenses qu'ils approuvaient peut très bien ne pas avoir changé du tout. Ainsi, ce graphique exagère probablement l'amplitude des changements des préférences politiques collectives. Mais les changements importants et inhabituels des réponses aux enquêtes restent spectaculaires et intéressants.

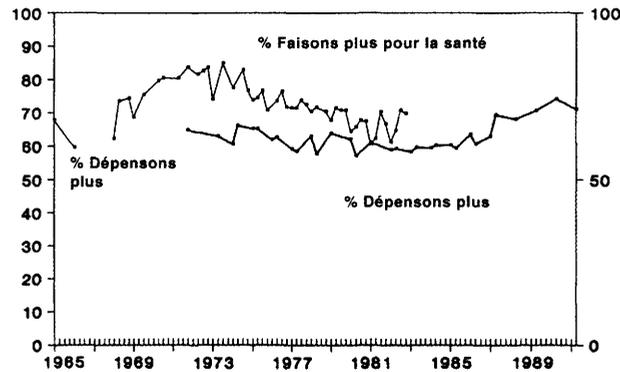
En matière de politique intérieure, l'opinion publique change rarement de façon abrupte comme en politique étrangère. Il n'y a pas autant d'événements soudains, au sujet de politiques données, comme dans les affaires internationales. L'opinion reste généralement stable sur une longue période ou suit des évolutions graduelles.

Les graphiques 1.5 et 1.6 montrent les proportions élevées et assez stables d'Américains ayant répondu que l'on dépensait « trop peu » pour la santé, l'éducation et la lutte contre la criminalité. Il s'agit là de politiques très populaires. Des majorités substantielles d'Américains désirent dépenser plus, moins nombreux étant ceux qui souhaitent dépenser autant ou moins, pour la lutte contre la criminalité, la santé et l'éducation, et ceci pratiquement tous les ans depuis que la NORC General Social Survey démarre ses enquêtes au début des années 1970.

Un aspect intéressant de ces graphiques est que le prétendu « tournant à droite » de l'opinion publique dans les années 1980 est à peine, voire pas du tout, visible. En fait, l'analyse d'un nombre important de questions de politique intérieure ne permet pas de trouver de preuves très substantielles d'un tournant à droite, sauf sur quelques problèmes épars. Quand l'Administration Reagan s'est engagée dans une voie conservatrice en politique intérieure, elle n'a été suivie par aucun déplacement significatif de l'opinion publique (voir Ferguson et Rogers, 1986).



GRAPHIQUE 1.6
Le niveau des dépenses pour la santé, 1965-1991



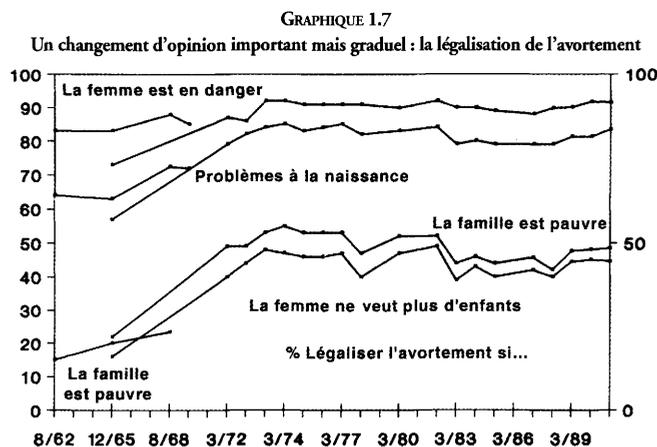
Un autre aspect intéressant de ces graphiques est qu'ils aident à illustrer la façon dont le public fait des distinctions nettes entre les politiques menées par le gouvernement. Exactement au moment (en mars 1988) où 68 % d'Américains disent que l'on dépense « trop peu » pour la santé et où 66 % disent que l'on dépense trop peu sur l'éducation, seulement 17 % (voir graphique 1.4) disent que l'on dépense trop peu pour la défense. Le soutien à l'aide étrangère est encore plus faible. Le soutien aux dépenses destinées à lutter contre la criminalité ou la drogue (non présent ici) est même encore plus important que la santé ou l'éducation. Et le soutien aux programmes spatiaux et aux autoroutes se trouve quelque part au milieu. Ces formes de distinctions tranchées ne s'accordent manifestement pas avec l'idée de réponses purement aléatoires aux enquêtes. Elles suggèrent qu'il existe une vision différentielle de la façon dont le gouvernement devrait dépenser son argent.

Un autre exemple de distinction entre des politiques différentes est donné dans le graphique 1.7, qui montre les évolutions depuis 1962 des réponses à plusieurs questions concernant l'avortement : une femme enceinte devrait-elle pouvoir avorter légalement si « il y a de fortes chances que l'enfant ait des problèmes », si « elle est mariée et ne veut plus d'enfant », ou dans d'autres circonstances.

Manifestement il y a une tendance forte à l'accroissement des opinions favorables à l'avortement dans les circonstances mentionnées plus haut entre 1965 et le printemps 1973 ou 1974. Presque toute l'évolution a eu lieu avant le jugement *Roe vs Wade*, rendu en janvier 1973. Le changement semble être largement la conséquence de facteurs comme l'augmentation du nombre de femmes travaillant hors de chez elles et la montée en puissance du mouvement féministe. Les opinions favorables à l'avortement légal en cas de problèmes à la naissance étaient déjà élevées en 1965 à 57 %, montent à 79 % au printemps 1972 et à 84 % au printemps 1973. L'opinion favorable dans le cas d'un refus d'enfant supplémentaire commence très bas, à seulement 16 % en 1965, mais s'élève à 40 % en 1972 et à 48 % en 1973. Après cela, les quatre lignes forment des plateaux assez plats pendant les années 1970 et les années 1980, avec des petits revirements sur les

réponses au sujet des « enfants supplémentaires » ou des « familles pauvres » effectuant une petite baisse autour de 1983 puis une montée graduelle jusque en 1991.

Mais ce que nous voulons souligner ici, ce sont les distinctions nettes faites entre les *items*. Le public ne réagit pas simplement à un stimulus général comme le mot « avortement ». Les données fournies par la NORC General Social Survey montrent que l'avortement légal recueille le plus haut niveau d'opinions favorables (autour de 90 % ou même plus haut) dans le cas où la santé de la mère est gravement menacée. Les cas de viol recueillent la deuxième plus importante quantité d'opinions favorables (non montré), généralement au delà de 80 % — un peu plus haute que la ligne des problèmes à la naissance dans le graphique 1.7. Tous ces cas peuvent être considérés comme des motifs pour un avortement involontaire et liés à la santé. En ce qui concerne les circonstances laissées davantage à discrétion des femmes, l'acceptation de l'avortement est considérablement moins forte : lorsque une femme célibataire ne veut pas se marier (non montré) le taux d'acceptation est même encore moins important que pour les « ne veut plus d'enfant » : autour de 39 ou 40 %. Pour les situations où les gens sont pauvres et ne peuvent plus se permettre d'avoir d'enfants, l'acceptation est seulement un peu plus importante, aux environs de 45 ou 50 %. Il y a donc des distinctions claires faites entre les circonstances de l'acte d'avortement. De plus, certaines des lignes d'évolution se comportent différemment. Les nombres correspondant à la pauvreté et aux parents célibataires, par exemple, ont davantage décliné dans les années 1980, au moment où les idées de responsabilité individuelle viennent influencer sur la perception des Américains de la pauvreté et de la famille.

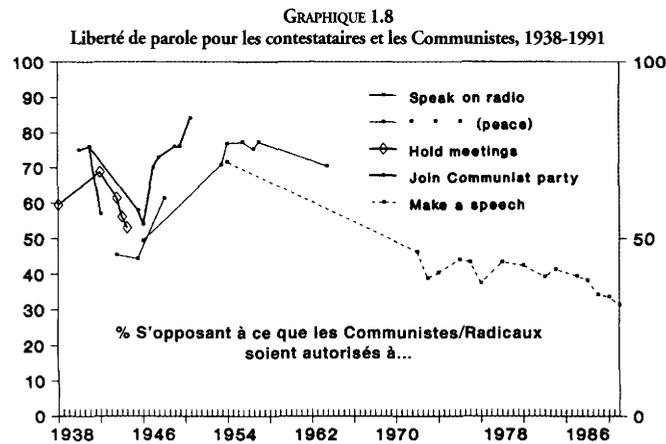


Encore une fois, ce type de différenciation semble s'accorder avec la conception de ce que nous avons appelé l'opinion publique collective rationnelle. Elle ne s'accorde sûrement pas avec l'idée que les gens jouent mentalement à pile ou face lorsqu'ils répondent aux enquêtes¹³.

Il se peut que certains lecteurs soient déjà familiers avec ces tendances de la General Social Survey, que James Davis, Tom Smith et d'autres à la NORC ont rapporté. Nous aimerions par conséquent évoquer maintenant des questions moins bien connues, comme celle de savoir si l'on devrait autoriser aux États-Unis les membres du Parti communiste à parler à la radio. La proportion de gens qui ne souhaitent pas que l'on autorise les Communistes à s'exprimer publiquement, entre 1946 et 1963, est représentée dans la graphique 1.8, et nous y avons cumulé des *items* qui lui sont liées jusqu'en 1991.

Ce graphique jette un éclairage assez différent sur ce qui est un des résultats les plus connus de la General Social Survey, à savoir que — depuis l'étude de Samuel Stouffer en 1954 — les Américains sont devenus de plus en plus favorables aux droits civiques des Communistes, Socialistes et athées, au droit à s'exprimer dans des meetings, à disposer de livres dans les bibliothèques publiques, et à enseigner dans les écoles (Stouffer, 1955 ; Davis, 1975). La tolérance, au moins à l'égard de ces groupes, semble s'être accrue¹⁴. Dans la mesure où les gens plus éduqués tendent à être plus tolérants, cette évolution est souvent attribuée à l'accroissement du niveau d'éducation.

Dans le graphique 1.8 on peut voir les prémisses d'une évolution vers une plus grande tolérance entre 1957, où 77 % des gens avec opinion répondent que l'on ne devrait pas permettre aux Communistes de parler à la radio, et 1963, où ce chiffre tombe à 70 %.



Mais plus important et plus intéressant est le mouvement plus ancien dans la direction inverse : la montée abrupte entre 1946, où seulement 49 % manifestent une opposition, et janvier 1954, où la proportion monte à 77 %. Ce mouvement laisse entendre qu'il n'y a pas de simple relation de cause à effet entre l'amélioration de l'éducation et l'accroissement de la tolérance à l'égard des Communistes. Les Américains reçurent certainement une meilleure éducation entre 1946 et 1954. Mais la fin de la coopération en temps de guerre avec l'Union soviétique, le développement

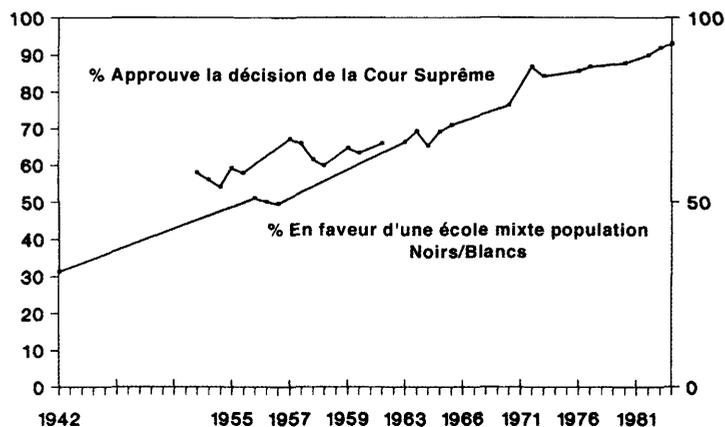
de la Guerre froide et le McCarthysme conduisirent à une volonté publique forte de sévir contre les Communistes de l'intérieur. Cette évolution anti-communiste de l'opinion connût apparemment un sommet juste au moment où Stouffer fit son enquête. Ensuite le relâchement graduel de la Guerre froide et le croissant et manifeste manque d'à propos du parti communiste américain contribuèrent à une tolérance bien plus importante (pour une discussion plus approfondie, voir Page et Shapiro, 1992, p. 85-90).

Un dernier graphique dépeint le cas classique et assez remarquable, de la large augmentation du nombre d'Américains disant que les étudiants blancs et les étudiants noirs devraient aller dans les mêmes écoles et non dans des écoles séparées. En 1942 seulement 30 % répondent : « les mêmes écoles », en 1985, ils sont 92 % — ce qui constitue un renversement complet et un accroissement exceptionnel de 62 %. Le graphique 1.1 indique à quel point de tels changements massifs sont rares. Sur 1128 questions de sondage répétées, seulement 20 cas impliquaient des changements d'opinion de plus de 30 %. Jusqu'à présent, nous avons mentionné une proportion importante de ces 20 cas : ceux concernant l'avortement, les libertés civiles, différents aspects des droits civils, et les relations avec la Chine. Il n'existe que peu d'autres changements véritablement importants — la procédure « d'impeachment »¹⁵ du président Nixon, par exemple. Encore une fois, il faut rappeler au lecteur que nos graphiques tendent à sur-représenter le changement.

On ne peut pas dire, à partir du graphique 1.9, dans quelle mesure le changement d'opinion sur la déségrégation de l'école est dû à l'arrêt de la Cour suprême de 1954, *Brown vs Board of Education*, puisque cet arrêt est survenu pendant la période d'absence de données de l'enquête. Mais d'autres questions portant sur les relations raciales permettent de douter que la Cour a eu beaucoup d'influence, voire une quelconque influence. Toutes les questions disponibles concernant les droits civils des Noirs, qu'elles concernent les mariages mixtes, l'accès aux équipements, travail ou logements publics, montrent des fortes tendances pro-intégratrices apparaissant dans les années 1940 (lorsque les questions furent posées pour la première fois) et se développent dans les années 1970 et 1980. (Même les cars pour la déségrégation scolaire, généralement peu populaires, gagnèrent un soutien substantiellement plus important dans les années 1980, passant de 16 % d'opinion favorable en 1976, à 34 % en 1988.) La tendance assez stable à la hausse concernant les questions de déségrégation suggère que des changements sociaux fondamentaux et de longue durée ont été à l'œuvre. Parmi les facteurs essentiels, il semble y avoir un déclin assez continu de la croyance parmi les Blancs que les Noirs sont en quelque façon inférieurs, déclin qui a probablement quelque chose à voir avec la migration des Noirs dans le Nord, leur service dans les forces armées, leurs succès culturels et économiques, et bien sûr le mouvement des droits civiques.

Manifestement rien de cela ne signifie que le racisme a disparu d'Amérique, mais quelque chose de très important, porteur d'espoirs, s'est produit.

GRAPHIQUE 1.9
Un changement d'opinion important mais graduel : l'abandon de la ségrégation à l'école, 1942-1985



En conclusion, rappelons les propositions que nous avons énumérées plus haut, à savoir que l'opinion publique collective concernant les politiques publiques est *réelle* ; qu'elle est *mesurable* grâce à la recherche par enquête ; qu'elle forme des *structures cohérentes* ; que lorsque l'opinion publique change, elle le fait de façon *régulière et compréhensible* ; et qu'elle change presque toujours de façon *raisonnable et sensée*, en réponse à des événements objectifs et à de nouvelles idées et interprétations qui lui sont fournies. Nous pensons que l'opinion publique réagit presque toujours raisonnablement — c'est-à-dire de façon politiquement instrumentale, en harmonie avec les valeurs et croyances primordiales des citoyens — aux informations qui lui sont données.

Si ce tableau d'un public rationnel est exact, il comporte plusieurs implications. L'une d'entre elles est qu'il y a moins de raisons de craindre la démocratie majoritaire que ne le suggèrent beaucoup de chercheurs, d'intellectuels et d'hommes politiques. Cela ne veut pas dire que le public n'a jamais tort ou qu'il représente nécessairement l'ultime source de sagesse dans la société. Mais le public américain, comme entité collective, semble posséder un ensemble cohérent de préférences en matière de politiques publiques qui s'accordent avec les valeurs première des gens et qui répondent aux changements de réalités et d'informations. En l'absence d'un recours possible aux philosophes-rois ou de moyens sûrs de les identifier, il n'est pas facile de trouver meilleure source de conseils sur ce qu'un gouvernement devrait faire que les préférences de l'ensemble des citoyens.

La démocratie populaire peut fonctionner, au moins dans le sens où le public général est capable de former des préférences politiques raisonnables auxquelles ses représentants peuvent répondre. (Certains faits montrent qu'ils tendent, de fait, à y répondre, même s'ils le font de façon imparfaite ; voir Page et Shapiro, 1983.) Nous n'entendons pas pour autant être complaisants à l'égard de la situation de la démocratie en Amérique ; beaucoup de choses devrait être améliorées. Nous nous prononçons en faveur d'une plus grande réactivité à l'égard de la communauté des citoyens — et une moins grande influence de l'argent et des intérêts organisés, par exemple — ainsi qu'en faveur d'une meilleure délibération collective, où l'on donne aux citoyens davantage d'informations utiles, et davantage de possibilités de participer activement, de discuter et d'envisager le bien public. Mais notre démonstration indique que les défauts de la démocratie américaine se situent principalement au niveau des élites et dans la structure de la société, pas dans le manque d'aptitude des citoyens.

En particulier notre travail suggère que les partisans de la démocratie devraient regarder de plus près comment les informations et les interprétations sont produites et communiquées au public, ainsi que la qualité de ces informations et de ces interprétations. Dans la majorité des exemples que nous avons donné ici, le public a probablement eu un tableau à peu près fidèle de ce qui se passait dans le pays et dans le monde. Mais dans certains cas, nous semble-t-il, on lui a raconté des histoires ou des mensonges, et l'opinion publique a été manipulée. Ceci peut arriver assez souvent dans le domaine des affaires étrangères, particulièrement durant des crises réelles ou fabriquées, lorsque les responsables publics tendent à avoir le monopole du contrôle de l'information et peuvent ainsi dissimuler ou maquiller les faits (il va sans dire qu'il n'y a aucune raison de prendre le pouvoir politique aux victimes d'impostures pour le donner aux imposteurs). Dans d'autres cas, plus fréquents, l'information et les interprétations fournies pas les médias peuvent, sans nécessairement refléter une quelconque conspiration ou volonté consciente, se révéler tendancieuses ou trompeuses ; l'éventail des choix dans le discours public peut également être trop réduit ; certaines idées peuvent tendre à l'hégémonie (Page et Shapiro, 1989 ; Page et Shapiro, 1992, chap. 9).

Le public rationnel peut être trompé. Lorsque le public est induit en erreur, la réaction démocratique ne vaut plus grand-chose. Il est important de découvrir quand et comment ceci arrive et de se demander quoi faire. Les idées de Dewey (1916, [1927] 1954) et de Habermas ([1964] 1974) sur l'éducation publique et la nature de l'espace public indiquent bien ce qui est requis pour qu'une démocratie fonctionne parfaitement.

Ce que nous suggérons ici est que le remède à la plupart des maux dont souffre la démocratie ne réside pas dans moins de démocratie mais bien plutôt dans davantage de démocratie : une plus grande sensibilité à l'opinion publique, une amélioration du système de délibération collective. Comme l'a dit Thomas Jefferson dans un passage fameux de sa lettre du 28 septembre 1820 à William C. Jarvis : « Je ne connais d'autre lieu de dépôt sûr aux pouvoirs suprêmes de la société que les gens eux-mêmes, et si nous pensons qu'ils ne sont pas assez éclairés pour exercer leur contrôle avec une entière discrétion, le remède n'est pas de le leur prendre mais d'informer leur choix par l'éducation. » (Jefferson, 1955, p. 93).

NOTES

1. Paul SNIDERMAN, « The New Look in Public Opinion Research », in A.W. Finifter, *Political Science : The State of the Discipline*, II, Washington, APSA, 1993.
2. Benjamin PAGE et Robert SHAPIRO, *The Rational Public : Fifty Years of Trends in American Policy Preferences*, Chicago, The University of Chicago Press, 1992.
3. Gabriel ALMOND, *The American People and Foreign Policy*, New York, Harcourt Brace, 1950.
4. National Opinion Research Center, Gallup, SRC/CPS : Survey Research Center/Center for Political Studies à l'Université du Michigan, Louis Harris et Associés, Office of Public Opinion Research.
5. Benjamin PAGE et Robert SHAPIRO, « Foreign Policy and the Rational Public », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 2, 1988, p. 213.
6. V.O. KEY, *Public Opinion and American Democracy*, New York, Knopf, 1961.
7. Maître de conférence à l'IEP (Institut d'études politiques de Paris), auteur d'une thèse portant sur « L'influence de l'opinion publique sur les décisions de politique extérieure en France : une contrainte permissive », Université Paris I, 1999.
8. Nous sommes reconnaissants envers Ben Barber, Jane Mansbridge, Virginia Sapiro, Roger Masters, James Gibson, et les autres participants du Symposium sur la Théorie de la Démocratie pour leurs commentaires et leurs suggestions à propos de cet article. Nos dettes concernant l'ensemble du projet de recherche sont nombreuses et partiellement énumérées dans Page et Shapiro, 1992.
9. Le mot « rationnel » a, bien entendu, de nombreuses significations pour de nombreuses personnes. Nous voulons dire par là que les préférences politiques des citoyens ressortissent d'une rationalité instrumentale, qu'elles sont conçues en vue d'obtenir certains bénéfices politiques. Mais cela n'implique pas un calcul égoïste et étroit de bénéfices matériels. Les bénéfices peuvent concerner des êtres aimés, des groupes sociaux particuliers, la patrie dans son ensemble, ou la totalité de l'humanité, et pas seulement soi-même ; ils peuvent mettre en jeu des biens immatériels (par exemple esthétiques ou affectifs). Plus encore, nous n'insistons pas sur le fait que le comportement soit soumis à un calcul ou même conscient pour posséder les caractéristiques de la rationalité instrumentale. Ainsi, nous utilisons le terme davantage dans le sens que lui donne V.O. Key Jr., (1966), que dans celui que lui donnent les modèles économistes du choix rationnel.
10. En renvoyant à la « formation sociale » des préférences, nous n'entendons pas adopter la notion de « socialisation », qui laisse entendre que les citoyens sont entièrement passifs, que leur esprit sont comparables à des ardoises immaculées sur lesquels écrivent des forces au delà de leur contrôle. Nous concevons les citoyens à la fois comme plus actifs et plus résistants que cela. La plupart des gens sont en possession de valeurs et de croyances de base, enracinées dans l'expérience, qui sont difficiles à faire bouger ; ils réfléchissent sur la politique et en parle, mettent en question ce qu'ils entendent et exercent leur jugement. Nous pensons que l'expression de « délibération collective » décrit mieux les processus à travers lesquels les préférences politiques se développent et changent, mais nous voulons aussi souligner que la délibération se déroule dans un contexte social.
11. Le lecteur doit garder à l'esprit que nos propositions concernant la rationalité renvoient à des préférences politiques collectives raisonnables et sensées étant données les informations dont on permet au public de disposer. Le

cœur de notre problème se trouve dans l'aptitude du public ; notre thèse est parfaitement compatible avec la possibilité que le public rationnel soit victime de désinformation, d'interprétations erronées, et par là soit trompé.

12. Dans la mesure où la proportion de « ne sais pas » et de « sans opinion » est généralement peu importante — rarement plus de 10 ou 15 % — nous ne laissons pas de côté une très large fraction de la population, et pas non plus une fraction peu savante de celle-ci : un certain nombre de sondés bien informés répondent « ne sais pas » de façon à indiquer l'ambivalence ou l'incertitude. Il est souhaitable d'exclure les « ne sais pas » et « sans opinion » non seulement parce que cela facilite la description des changements de l'opinion publique collective — un seul pourcentage peut à chaque moment donné dans le temps être utilisé pour dessiner les courbes — mais aussi parce que les réponses « ne sais pas » sont relativement sujettes aux changements dans les techniques d'entretien et les pratiques organisationnelles, si bien qu'elles ne sont pas toujours comparables d'un moment à l'autre ou d'un institut à l'autre.
13. On pourrait nous rétorquer que les gens répondent comme s'ils jouaient à pile ou face avec des pièces biaisées — leurs réponses ont à la fois une dimension aléatoire et une tendance principale. Si l'on met à part la connotation négative du mot « biaisé », c'est précisément notre argument : les tendances principales des réponses représentent le cœur des opinions des individus, que les sondages agrègent dans des mesures exactes de la véritable opinion collective.
14. La tolérance accrue à l'égard des Communistes, Socialistes, et des athées reflète, dans son ensemble ou en partie, moins un accroissement de la tolérance en général qu'une réduction du niveau de répulsion pour ces groupes particuliers. Comme le montrent Sullivan et al. (1982), les Américains restent assez intolérants à l'égard de leurs groupes les moins populaires, qui à la fin des années 1970 comprenaient le Ku Klux Klan, l'OLP et certains morceaux de la Nouvelle Gauche.
15. Procédure selon laquelle le président en exercice est mis en accusation devant un tribunal spécial pour faits de haute trahison. Cette procédure, exceptionnelle n'a jamais été conduite à son terme, le président Nixon ayant démissionné avant la fin de l'enquête. Une procédure identique a avorté dans le cadre de la présidence Clinton durant la célèbre affaire Lewinsky (NDT).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACHEN, C. H., « Mass Political Attitudes and the Survey Response », *American Political Science Review*, 69:1218-31, 1975.
- ALMOND, G. A., *The American People and Foreign Policy*, New York, Praeger, [1950] 1960.
- ARROW, K. J., *Social Choice and Individual Values*, 2^e éd., New York, Wiley, [1951] 1963.
- BARBER, B. R., *Strong Democracy : Participatory Politics for a New Age*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1984.
- BERELSON, B. R., LAZARSFELD, P. F. et MC PHEE, W. N., *Voting : A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, The University of Chicago Press, 1954.
- CAMPBELL, ANGUS, CONVERSE, P. E., MILLER, W. E. et STOKES, D. E., *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.
- CASPARY, W. R., « The "Mood Theory" : A Study of Public Opinion and Foreign Policy », *American Political Science Review*, 64:536-47, 1970.
- CONVERSE, P. E., « The Nature of Belief Systems in Mass Publics » in *Ideology and Discontent*, éd. David E. Apter, 206-61, New York, Free Press, 1964.
- , « Attitudes and Non-attitudes : Continuation of a Dialogue », in *The Quantitative Analysis of Social Problems*, éd. Edward R. Tufte, 168-89, Reading, Mass. Addison-Wesley, 1970.
- DAHL, R. A., *A Preface to Democratic Theory*, Chicago, The University of Chicago Press, 1956.
- DAVIS, J. A., « Communism, Conformity, Cohorts, and Categories : American Tolerance in 1954 and 1972-73 », *American Journal of Sociology*, 81:491-513, 1975.
- DAVIS, O. A. et HINICH, M., « A Mathematical Model of Policy Formation in a Democratic Society », in *Mathematical Applications in Political Science*, vol. 2, éd. Joseph L. Bernd, 175-205, Dallas, Southern Methodist University Press, 1966.
- DEWEY, J., *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, Macmillan, 1916.
- , *The Public and Its Problems*, Athens, Ohio, Swallow Press, [1927] 1954.
- DOWNES, A., *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957.
- ERIKSON, R. S., LUTTBEG, N. R. et TEDIN, K. L., *American Public Opinion : Its Origins, Content, and Impact*, 3^e éd., New York, Macmillan, 1988.
- FERGUSON, T. et ROGERS, J., *Right Turn : The Decline of the Democrats and the Future of American Politics*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1986.
- FIORINA, M. P., *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven, Yale University Press, 1981.
- GUNN, J.A.W., « Public Opinion », in *Political Innovation and Conceptual Change*, éd. Terence Ball, James Farr, and Russell L. Hanson, 247-65. Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

HABERMAS, J., « The Public Sphere : An Encyclopedia Article (1964) » trad. Sara Lennox et Frank Lennox, *New German Critique*, 3:49–55, [1964] 1974.

HAMILTON, A., MADISON, J. et JAY, J., *The Federalist Papers*, éd. Clinton Rossiter, New York, New American Library, [1787–88] 1961.

HOTELLING, H., « Stability in Competition », *Economic Journal*, 39:41–57, 1929.

JEFFERSON, T., *The Political Writings of Thomas Jefferson : Representative Selections*, éd. Edward Dumbauld, New York, Liberal Arts Press, 1955.

KEY, V. O., JR., *Public Opinion and American Democracy*, New York, Knopf, 1961.

—, avec la collaboration de Milton C. Cummings, Jr., *The Responsible Electorate : Rationality in Presidential Voting, 1936–1960*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1966.

LAZARSFELD, P. F., BERELSON, B. et GAUDET, H., *The People's Choice : How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, 3^e éd., New York, Columbia University Press, [1944] 1968.

LIPPMANN, W., *Public Opinion*, New York, Macmillan, 1922.

McKELVEY, R. D. et ORDESHOOK, P. C., « Information, Electoral Equilibria, and the Democratic Ideal », *Journal of Politics*, 48:909–37, 1986.

MANSBRIDGE, J. J., *Beyond Adversary Democracy*, New York, Basic Books, 1980.

MAY, K. O., « A Set of Independent, Necessary, and Sufficient Conditions for Simple Majority Decision », *Econometrica*, 20:680–84 (reprinted in *Rational Man and Irrational Society ?*, éd. Brian Barry et Russell Hardin, 299–303, Beverly Hills, Californie, Sage Publications, 1982), 1952.

MILL, J., « Essay on Government », in *Utilitarian Logic and Politics : James Mill's Essay on Government, Macauley's Critique, and the Ensuing Debate*, éd. Jack Lively and John Rees, 53–95, Oxford, Oxford University Press, [1820] 1978.

PAGE, B. I. et SHAPIRO, R. Y., « Effects of Public Opinion on Policy », *American Political Science Review*, 77:175–90, 1983.

—, « Presidents as Opinion Leaders : Some New Evidence », *Policy Studies Journal*, 12:649–61, 1984.

—, « Educating and Manipulating the Public », in *Manipulating Public Opinion : Essays on Public Opinion as a Dependent Variable*, éd. Michael Margolis and Gary A. Mauser, 294–320, Pacific Grove, Brooks/Cole, 1989.

—, *The Rational Public : Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago, The University of Chicago Press, 1992.

PAGE, B. I., SHAPIRO, R. Y. et DEMPSEY, G. R., « What Moves Public Opinion ? », *American Political Science Review*, 81:23–43, 1987.

PATEMAN, C., *Participation and Democratic Theory*, New York, Cambridge University Press, 1970.

SCHUMPETER, J. A., *Capitalism, socialism, and Democracy?* 3^e éd., New York, Harper & Row, [1942] 1975.

SHAPIRO, R. Y. et PAGE, B. I., « Foreign Policy and the Rational Public », *Journal of Conflict Resolution*, 32:211–47, 1988.

STOUFFER, S. A., *Communism, Conformity, and Civil Liberties*, New York, Doubleday, 1955.

SULLIVAN, J. L., PIERESON, J. et MARCUS, G. E., *Political Tolerance and American Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982.

TOCQUEVILLE, A. DE, *Democracy in America*, 2 vol., éd. Phillips Bradley, New York, Random House, [1835, 1840] 1954.

TRUMAN, D. B., *The Governmental Process*, 2^e éd., New York, Knopf, [1950] 1971.